

DEPARTEMENT DE LA GUADELOUPEVILLE DE BASSE-TERRE

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT L'ASSOCIATION « MORPHO BLEU » REPRÉSENTÉE PAR LA PRÉSIDENTE MADAME ARISTHÈNE ADELIN, À OCCUPER LA COUR DE L'ÉCOLE RÉGINA RICHARD, SISE AU CARMEL, LE MERCREDI 13 JUILLET 2022 DE 08 HEURES 00 A 12 HEURES 00, POUR L'ORGANISATION D'UN ÉVÈNEMENT INTITULÉ UNE « MATINÉE SPORTIVE (RELAIS, COURSE D'OBSTACLES, MOTRICITE, COURSE EN SAC) ».

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2211-1, L 2213-1 et suivants ;

VU le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

VU le code pénal ;

VU l'ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles ;

VU la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

CONSIDÉRANT la demande formulée et arrivée par courriel en date du 21 Juin 2022, courrier 2022-2912, par laquelle l'association « **MORPHO BLEU** » représentée par la Présidente Madame Aristhène ADELIN, sollicite un **arrêté municipal** en vue d'occuper la Cour de l'École Régina RICHARD sise au Carmel de la ville de Basse-Terre, afin de permettre l'organisation d'un événement intitulé une « **MATINÉE SPORTIVE** (relais, course d'obstacles, motricité, course en sac) », le **Mercredi 13 Juillet 2022 de 08 heures 00 à 12 heures 00**.

ARRETE

ARTICLE 1er : autorise l'association « **MORPHO BLEU** » représentée par la Présidente Madame Aristhène ADELIN, à occuper la cour de l'école Régina RICHARD sise au Carmel de la ville de Basse-Terre, afin de permettre l'organisation d'un événement intitulé une « **MATINÉE SPORTIVE** (relais, course d'obstacles, motricité, course en sac) » le **Mercredi 13 Juillet 2022, de 08 heures à 12 heures**.

ARTICLE 2 : L'organisateur devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. Les organisateurs devront prendre toutes mesures afin d'assurer la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalises, matérialises, zones interdites et zones autorisées au public, etc....).

ARTICLE 3 : L'organisateur devra s'assurer de la mise en œuvre de conditions de sécurité sanitaires (COVID'19) suffisantes au bon déroulement de ces évènements.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de DEUX (2) mois, à compter de son affichage et/ou sa publication.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, affiché et/ou publié, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 7 : Madame la Directrice Générale des Services de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Directeur des Infrastructures du développement durable du territoire de la Ville de BASSE-TERRE ; Monsieur le Chef de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE ; et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de la Région BASSE-TERRE.

BASSE-TERRE, le 11 JUIL. 2022

*Certifié exécutoire compte tenu
de sa notification, le 1 JUIL. 2022
de sa publication et/ou son affichage, le 11 JUIL. 2022
Fait à Basse-Terre, le 11 JUIL. 2022*

P/Le Maire,
Le Conseiller Municipal Délégué
à la sécurité publique,

Jean-François ISSA



P/Le Maire,
Le Conseiller Municipal Délégué
à la sécurité publique,

Jean-François ISSA

